



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général Commun
des Bouches-du-Rhône**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Marché public de prestations intellectuelles

**Marché de prestations de conseil juridique en matière
de marchés publics de travaux et de maîtrise d'œuvre
au bénéfice du secrétariat général commun des
Bouches-du-Rhône**

SGC13-CONSEILJURIDIQUE-2025

Le CCAG de prestations intellectuelles du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

SOMMAIRE

A-CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 – REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	4
2-1 L’acheteur.....	4
2-2 Titulaire(s).....	4
2-3 Lieu d’exécution du marché.....	4
ARTICLE 3 – FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	5
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 5 – DURÉE DU Marché.....	5
5.1 – Durée de l’accord cadre.....	5
5.2 – Durée des marchés subséquents.....	5
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	6
6.1 Remise en concurrence.....	6
6.2 Critères d’attribution.....	6
ARTICLE 7 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 8 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
8.1 – Pièces contractuelles de l’accord cadre.....	7
8.2 – Pièces contractuelles des marchés subséquents.....	8
ARTICLE 9 – PILOTAGE ET SUIVI de L’accord cadre et des marches subséquents.....	8
9.1 Réunion de démarrage des prestations.....	8
9.2 Contrôle des prestations.....	8
ARTICLE 10 – CONDITIONS D’ACCÈS ET SÛRETÉ DES SITES (POUR RÉUNIONS).....	8
ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
11-1 Obligations générales.....	9
11-2 Obligation de confidentialité.....	9
11-3 Obligation de résultats.....	9
11-4 Obligation de réponse aux marchés subséquents.....	9
ARTICLE 12 – RÉGIME FINANCIER.....	10
12-1 Forme et contenu des prix.....	10
12-1-1 Prix plafonds de l’accord cadre.....	10
12-1-2 Prix des marchés subséquents.....	10
12-2 Variation des prix.....	10
12-3 Avances.....	11
12-4 Répartition des paiements.....	11
12-5 Paiement des sous-traitants directs.....	11
12-6 Retenue de garantie et cautionnement.....	11
12-7 Délai de paiement et intérêts moratoires.....	12
ARTICLE 13 - FACTURATION.....	12
13.1 Modalités de facturation.....	12
13-2 Mentions obligatoires.....	12
13-3 Taux de TVA.....	13
13-4 Transmission des factures.....	13
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS.....	14
ARTICLE 15 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	15
15-1 Généralités.....	15
15-2 Bilan émission de gaz à effet de serre.....	15
ARTICLE 16 – CLAUSE SOCIALE.....	16

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
17-1 Langue.....	16
17-2 Sous-traitance.....	16
17-3 Secret des affaires.....	16
17-4 Assurances.....	17
17-5 Autres obligations administratives.....	17
ARTICLE 18 - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	17
ARTICLE 19- TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	18
ARTICLE 20 - RÉSILIATION.....	19
20-1 Résiliation de l'accord cadre.....	19
20-2 Résiliation des marchés subséquents.....	20
ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	20
B-CLAUSES TECHNIQUES.....	21
ARTICLE 22 – Types de prestations et livrables.....	21
22-1 Prestations et livrables récurrents inscrits au BPU.....	21
22-2 Prestations et livrables ponctuels inscrits au BPU.....	24
ARTICLE 23 - DÉROGATION CCAG PI (propriété intellectuelle).....	24

A-CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet des prestations de conseil juridique concernant l'élaboration et l'exécution des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre pour les services du secrétariat général commun des Bouches-du-Rhône (SGC 13).

Le marché est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent document au sein de la partie **B - CLAUSES TECHNIQUES**.

ARTICLE 2 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

2-1 L'acheteur

Le pouvoir adjudicateur (PA) ou Acheteur est l'État.

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou représentant de l'acheteur (RPA) chargé de coordonner la passation du marché pour le compte des services relevant du périmètre du SGC13, est la directrice du Secrétariat Général Commun des Bouches-du-Rhône. Elle est chargée de signer et de notifier l'accord cadre et les marchés subséquents.

Le pilotage du marché et le suivi administratif sont assurés par le Service du Budget et des Achats, Bureau des Achats (BDA).

Contact : sgc-sba-achats-travaux@bouches-du-rhone.gouv.fr

2-2 Titulaire(s)

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le secrétariat général commun des Bouches-du-Rhône et qui est lié par les marchés subséquents qui en découlent.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Lors de la réunion de démarrage, il présente à l'acheteur le responsable chargé d'être l'interlocuteur de l'acheteur pour toutes questions se rapportant au suivi de l'exécution de l'accord cadre, des marchés subséquents et des bons de commande.

2-3 Lieu d'exécution du marché

Les marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre concernent des sites dans le périmètre géographique des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 3 – FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent accord cadre est passé selon la procédure adaptée ayant pour objet des services juridiques au sens du 8° de l'article L. 2512-5 du Code de la Commande Publique.

Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 400 000 € HT, sur 4 ans.

Il est multi-attributaire (cinq titulaires maximum) et donne lieu à la passation de marché subséquent mixte pour chaque opération et à la survenance du besoin.

Une remise en concurrence est organisée entre les titulaires de l'accord-cadre pour chaque marché subséquent.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas procéder à une mise en concurrence si un nouveau marché subséquent concerne une opération dont une des phases a déjà fait l'objet d'un tel marché. Ainsi l'acheteur peut conserver le même titulaire pour chacune des phases commandées d'une même opération.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ

5.1 – Durée de l'accord cadre

L'accord cadre débute à sa notification et est conclu pour une durée de 12 mois.

Il est renouvelable par tacite reconduction trois fois pour une période de un an. La décision de ne pas prolonger doit parvenir aux titulaires au moins trois mois avant la date anniversaire, par messagerie sécurisée du profil acheteur.

Le présent accord cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum précité est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

5.2 – Durée des marchés subséquents

L'accord cadre donne lieu à la passation de marchés subséquents mixtes selon la survenance du besoin.

La notification des marchés subséquents mixtes ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord cadre prévue au 5.1 du présent CCP.

Une fois notifiés, les marchés subséquents s'exécutent jusqu'à la fin de la phase concernée y compris la fin des contentieux, même après la date d'expiration de l'accord cadre, reconductions comprises.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

6.1 Remise en concurrence

Une remise en concurrence est organisée entre l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre pour chaque marché subséquent, par l'envoi d'un mail à chaque titulaire.

Dans ce mail, il sera fourni :

- un dossier de consultation du marché subséquent : cahier des charges détaillant les éléments de la mission, règlement de la consultation, annexes éventuelles ;
- un acte d'engagement et une annexe financière vierge, à compléter par les candidats ;
- une trame de cadre de réponse technique simplifié au titre du marché subséquent.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas procéder à une mise en concurrence si un nouveau marché subséquent concerne une opération dont une des phases a déjà été attribuée à un des opérateurs économique de l'accord cadre.

6.2 Critères d'attribution

Les critères d'attribution du présent accord cadre sont définis dans le règlement de consultation, pièce du DCE à télécharger par chaque candidat.

Les critères d'attribution des marchés subséquents qui en découlent permettent de choisir l'offre économiquement la plus avantageuse parmi celles des titulaires à l'accord cadre. Ces critères sont relatifs au prix et à la valeur technique de l'offre.

Chaque critère d'attribution peut être pondéré de la manière suivante pour chaque marché subséquent :

- critère prix : pondéré de 60 % à 80 %
- valeur technique : pondérée de 20 % à 40 %

L'addition des pondérations doit être égale à 100.

La pondération des critères et l'appréciation du prix sont précisées dans le règlement de la consultation de chaque marché subséquent.

6.3 Remise des offres

Les titulaires qui le souhaitent, remettent leur offre technique et leur offre de prix selon les modalités transmises par l'acheteur.

L'offre technique doit respecter la cadre de réponse technique envoyé aux titulaires sollicités.

L'offre de prix doit être inférieure ou égale au montant plafond indiqué dans le BPU de l'accord cadre.

6.4 Négociation

L'acheteur peut négocier mais se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché subséquent sur la base des offres initiales. En cas de négociation, celle-ci peut porter sur tous les éléments de l'offre, y compris le prix.

La négociation ne peut toutefois ni porter sur les exigences minimales fixées dans les documents de la consultation ni sur les critères d'attribution des offres.

Elle est engagée avec l'ensemble des soumissionnaires, ayant soumis une offre, dans des conditions similaires.

6.5 Désignation de l'attributaire du marché subséquent

Le titulaire du marché subséquent est l'attributaire de l'accord cadre ayant transmis l'offre économiquement la plus avantageuse selon les informations transmises par l'acheteur dans le règlement de la consultation dudit marché.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le présent marché concerne des prestations de conseil et d'assistance juridique dans toutes les phases de vie des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte du SGC13.

Le marché donne lieu à la passation de marchés subséquents mixtes pour des prestations forfaitaires et à bons de commande.

Ils peuvent être passés avec un des titulaires de l'accord cadre à partir de sa notification jusqu'au dernier jour de validité de celui-ci. Passé ce délai, aucun marché subséquent ne peut être notifié.

Ils s'exécutent jusqu'à la fin de la prestation ponctuelle ou à la clôture de la phase de l'opération concernée.

Il est en est de même pour les bons de commande qui en découlent.

ARTICLE 8 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

8.1 – Pièces contractuelles de l'accord cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles du marché, dans leurs versions définitives, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et les avenants postérieurs à la notification de l'accord cadre ;
- Les marchés subséquents et les bons de commande émis ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) et toute annexe le complétant.

Toute clause portée dans les tarifs ou dans toute documentation, contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord cadre.

Le CCAG PI étant réputé connu n'est pas joint au présent marché, mais il peut être consulté sur le site internet :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

8.2 – Pièces contractuelles des marchés subséquents

Les pièces de l'accord cadre font partie intégrante des pièces des marchés subséquents et priment sur ces dernières.

Les marchés subséquents comprennent à minima les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement du marché subséquent dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager le titulaire et ses annexes éventuelles ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) comprenant les prix forfaitaires permettant la rémunération du titulaire choisi, ces prix sont proposés par le titulaire du marché subséquent et doivent être inférieurs aux prix plafonds indiqués dans l'accord cadre ;
- Le CCP et ses annexes éventuelles décrivant l'opération spécifique, objet du marché subséquent ;
- Le mémoire technique du titulaire choisi pour le marché subséquent. Cette pièce engage le titulaire sur l'exécution de sa prestation tout au long du marché subséquent.

ARTICLE 9 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS

L'acheteur a la possibilité d'organiser ponctuellement toute réunion nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre ou des marchés subséquents.

9.1 Réunion de démarrage des prestations

Les titulaires doivent se rendre disponibles pour une réunion de démarrage qui a lieu dans les 15 jours suivant la notification du marché.

Cette réunion permet notamment de :

- Présenter l'organisation du marché ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire ;
- Faire le point sur l'ensemble des éléments administratifs et financiers du marché ;
- Prendre connaissance des interlocuteurs administratifs à privilégier.

9.2 Contrôle des prestations

L'acheteur peut à tout moment contrôler les conditions d'exécution des prestations, objet de l'accord cadre, et précisées dans la partie B - clauses, à quelque stade que ce soit et par tous les moyens jugés utiles, sans avoir à en référer au titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à une ou plusieurs sociétés spécialisées, toutes missions complémentaires d'audit et de contrôle des prestations. Dans ce cadre, le titulaire mettra à la disposition des auditeurs extérieurs, toutes les informations (y compris les autocontrôles du titulaire) et les moyens en personnel et matériel nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de contrôle et de vérification qualitative des prestations.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'ACCÈS ET SÛRETÉ DES SITES (POUR RÉUNIONS)

Les sites relevant du périmètre du SGC13 sont soumis à autorisation d'accès.

Le service demandeur peut exiger la mise en place d'une vérification de l'identité de toute personne susceptible de pénétrer sur les sites.

Seules les personnes habilitées par l'acheteur ou le service prescripteur pour réaliser les prestations peuvent accéder aux locaux ; la présence d'autres personnes est interdite.

Le titulaire doit fournir à l'acheteur (sgc-sba-achats-travaux@bouches-du-rhone.fr) la liste nominative et copie des documents d'identité du personnel susceptible d'exécuter les prestations prévues au BPU au plus tard 15 jours après la notification du marché.

Cette liste est mise à jour autant et dès que nécessaire, avant d'être communiquée aux services bénéficiaires concernés. Un délai minimal de 72 heures doit être respecté afin que l'acheteur puisse valider les nouveaux personnels présentés.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11-1 Obligations générales

Le titulaire est réputé avoir pris en compte, dans l'établissement de son offre, l'ensemble des sujétions techniques et des contraintes liées aux prestations décrites au présent marché.

11-2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentielles les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur pour les informations données dans l'accord cadre et les informations données dans les bons de commande, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous traitants et fournisseurs.

L'ordonnateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire.

11-3 Obligation de résultats

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du présent CCP.

11-4 Obligation de réponse aux marchés subséquents

Les titulaires de l'accord cadre s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils sont sollicités dans le cadre d'un marché subséquent mixte.

Toutefois, il n'y a pas d'obligation de réponse à chaque sollicitation.

ARTICLE 12 – RÉGIME FINANCIER

12-1 Forme et contenu des prix

12-1-1 Prix plafonds de l'accord cadre

Les prix de l'accord cadre constituent des montants plafonds.

Les prix de l'accord cadre sont fermes et figurent dans l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement (BPU).

Ils sont exprimés en euro, en hors taxe et en toutes taxes comprises.

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations y compris les frais de déplacements, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter, ils comprennent entre autre :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

12-1-2 Prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont fermes et actualisables.

L'accord cadre fixe des montants plafonds qui ne peuvent pas être dépassés par les titulaires dans leurs offres lors de la passation des marchés subséquents.

Les prix indiqués dans l'annexe financière (BPU) des marchés subséquents sont ainsi inférieurs ou égaux aux prix de l'annexe financière (BPU) de l'accord cadre, actualisation non comprise.

L'annexe financière au marché subséquent contient le forfait applicable aux prestations ainsi que les tarifs horaires des prestations supplémentaires.

12-2 Variation des prix

Les prix des marchés subséquents sont fermes et actualisables en fonction de la date limite de remise des offres (mois zéro) de l'accord cadre et la date limite de remise des offres (mois m) du marché subséquent.

L'actualisation s'effectue par l'application au prix du marché d'un coefficient Ci d'actualisation donnée par la formule :

$$Ci = (Im-3) / Io$$

Io est l'indice CPF 69-10 du mois m0 (référence INSEE : 010546171) = indice pour services juridiques = indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB). Le mois « zéro » est le mois de la date limite de remise des offres.

Im-3 est l'indice CPF 69-10 du mois antérieur de 3 mois au mois « m » de commencement des prestations.

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.

L'actualisation n'est mise en œuvre que si un délai de 3 mois s'est écoulé entre la notification du marché subséquent et la date de notification de l'accord cadre.

Clause butoir :

Si l'actualisation des prix n'entraîne pas une augmentation de prix supérieure à 2%, l'actualisation des prix n'est pas effectuée.

12-3 Avances

Dans le présent accord cadre, il est fait application de l'option A de l'article 11 du CCAG PI. L'accord cadre s'exécutant par la passation de marchés subséquent et de bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum, l'avance est accordée pour chaque marché subséquent ou bon de commande supérieurs à 50 000 € HT. Le taux est fixé à 30 % du montant du marché ou bon de commande concernés.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement d'une avance s'effectue dès la première facture émise au titre des prestations.

12-4 Répartition des paiements

La facturation s'effectue par avancement des prestations au sein des marchés subséquents.

Les facturations sur bon de commande sont effectuées à la réalisation complète de la mission ponctuelle.

L'échéancier des paiements est préparé à la signature de l'acte d'engagement des marchés subséquents et est révisé en fonction du planning et des éventuelles évolutions.

12-5 Paiement des sous-traitants directs

Le titulaire est habilité à sous traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations d'un montant supérieur à 600 euros TTC.

L'entreprise sous traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

12-6 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

12-7 Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de la décision d'admission si celle-ci lui est postérieure.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivée suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et ses éventuels sous traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40€ conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 - FACTURATION

13.1 Modalités de facturation

Les factures sont adressées aux responsables des ordonnateurs, dont les coordonnées figurent aux bons de commande. Les bons de commande apportent les précisions utiles en la matière (adresses de facturation...).

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

13-2 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- Identification du titulaire : raison sociale, adresse et SIRET ;
- La date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- Numéro et date de l'accord cadre et du marché subséquent concerné ;
- Numéro d'engagement juridique présent sur le bon de commande ;
- Désignation des prestations ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée , ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- **Le RIB.**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord cadre lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord cadre, celui-ci doit être transmis sans délai à l'acheteur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

13-3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

13-4 Transmission des factures

Les factures doivent parvenir de façon dématérialisée sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures sous format électronique via le portail Chorus Pro.

La transmission dématérialisée des factures doit être effectuée conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facture électronique. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/> aux fins de, soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des

factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :
<https://communaute.chorus.pro.gouv.fr/>
Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter ».

La dernière facture présentée dans le cadre de ces prestations correspond à la facture de solde.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG PI, tout manquement du titulaire à ses obligations, ayant fait l'objet d'une mise en demeure par messagerie sécurisée, peut donner lieu à pénalité. Il n'y a pas de montant minimal exonérant le titulaire. Le montant total maximal applicable par marché subséquent est de 30 %.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur la facture concernée ou par titre de perception.

Le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités liées à l'exécution de l'accord cadre , des marchés subséquents et des bons de commandes qui en découlent	
Non transmission tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail à l'adresse suivante : http://www.e-attestations.fr	100 € par non-respect constaté
Non-respect, des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, l'accord cadre peut-être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.	100 € par non-respect constaté
Non déclaration de sous-traitance ou constatation de sous-traitance n'ayant donc pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.	100 € par non-respect constaté
Absence injustifiée à une réunion	100€ par absence constatée
Non-respect des obligations en matière de sécurité	150 € par non respect constaté
Non respect des délais du marché (concernant les livrables)	50€ par jour de retard
Non conformité des livrables demandés (forme et procédure)	5 % du montant de la prestation non conformes
Non transmission du BEGES	50€ par jour de retard
Non respect de la clause sociale	500€ par mois de retard à partir du délai de 6 mois
Non respect des autres clauses du marché	100€ par constat

ARTICLE 15 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

15-1 Généralités

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Il doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur

Le titulaire doit dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effet de serre, en particulier le CO², par exemple en formant son personnel à l'éco conduite ou encore en disposant d'une flotte de véhicule de moins de trois ans. Le matériel proposé doit être performant sur le plan énergétique et participer à la réduction des consommations énergétiques.

Conformément aux dispositions de l'article L.1431-3 du code des transports, le titulaire doit fournir au bénéficiaire de la prestation une information relative à la quantité de gaz à effet de serre émise par le ou les modes de transport utilisés pour réaliser cette prestation. Le champ et les modalités d'application de cette disposition, notamment le calendrier de leur mise en œuvre selon la taille des entreprises de transport, les méthodes de calcul des émissions de gaz à effet de serre et la manière dont le bénéficiaire de la prestation est informé sont fixés par voie réglementaire.

La méthode de calcul énoncée à l'article L.1431-3 du code précité est exposée aux articles D.1431-1 et D.1431-23 du même code et reprise dans le Guide méthodologique du ministère de la transition écologiques aux pages 20 et 21.

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Info%20GES_Guide%20%C3%A9thodo.pdf

15-2 Bilan émission de gaz à effet de serre

Selon l'article L. 229-25 du code de l'environnement l'établissement d'un BEGES est obligatoire tous les quatre ans pour :

- les entreprises de plus de 500 salariés en métropole
- les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer

Le décret n° 2022-982 du 1^{er} juillet 2022 rend possible l'établissement d'un bilan consolidé des émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble des sociétés d'un groupe. Il modifie le périmètre des émissions obligatoirement prises en compte dans l'établissement du bilan d'émissions.

Le titulaire doit transmettre son bilan à l'acheteur **dans les 6 mois** suivant la notification du marché faute de quoi il s'expose à l'application de pénalités prévues au présent CCP.

ARTICLE 16 – CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables et de lutte contre les exclusions, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause d'insertion sociale, dans les conditions définies aux articles 16.1 et suivants du CCAG Prestations intellectuelles 2021 relatifs à la clause sociale d'insertion.

Il sera donc obligatoirement réservé à l'occasion de l'exécution du présent marché, une part des heures travaillées dans le cadre de l'insertion professionnelle.

Les modalités de mise en œuvre des dispositions sociales sont précisées en annexe du de l'acte d'engagement.

En cas de non-respect de ces dispositions, les pénalités décrites au présent CCP s'appliquent.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS DIVERSES

17-1 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

17-2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En plus de ce formulaire, le titulaire fait signer à chaque sous-traitant un engagement de confidentialité dont le formulaire est fourni par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur, en cas d'accord, accepte le sous-traitant proposé et agrée ses conditions de paiement.

La sous-traitance ne peut porter que sur des domaines qui ne relèvent pas des compétences propres du titulaire liées à l'exercice de sa profession.

Conformément à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, le titulaire de accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

17-3 Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

17-4 Assurances

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Ces documents sont transmis par le titulaire ou son sous traitant sur la plate forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>

17-5 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 18 - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Les législations, réglementations du travail, et la réglementation sociale doivent être respectées. À ce titre, les personnes intervenantes dans le cadre du présent accord cadre devront présenter, sur demande, leurs cartes d'identités professionnelles aux services prescripteurs, coordinateurs SPS ou inspecteurs du travail.

En acceptant les termes du présent accord cadre, chaque entreprise titulaire est réputée s'engager à confier la réalisation des prestations à des salariés régulièrement employés au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 et R.3243-1 du code du travail. (Article D.8222-5 3°).

Chaque titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par l'acheteur.

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions

législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux. La proportion d'ouvriers étrangers ne doit pas dépasser la proportion maximum admise par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 19- TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et notamment toutes les obligations découlant de l'article 28 dudit Règlement. Le Titulaire s'engage notamment, mais pas uniquement, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s), objet du présent Marché, indiquées par le Pouvoir Adjudicateur ;
- ne traiter les données que sur instruction documentée du Pouvoir Adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données personnelles vers un pays tiers ou à une organisation internationale, et de démontrer les garanties suffisantes permettant de réaliser de tels transferts ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du présent Marché, s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 (Sécurité du traitement) du Règlement général sur la protection des données dit « RGPD » ;
- aider le Pouvoir Adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD ;
- aider le Pouvoir Adjudicateur à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du Titulaire ;
- selon le choix du Pouvoir Adjudicateur, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au Pouvoir Adjudicateur au terme de la prestation de services, et détruire les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;
- mettre à la disposition du Pouvoir Adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes les obligations prévues par le RGPD, des obligations spécifiques prévues par le présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Pouvoir Adjudicateur ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le Titulaire considère qu'une instruction du Pouvoir Adjudicateur constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement ce dernier.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à faire respecter par ses personnels, préposés ou sous-traitants toutes les obligations résultant du Règlement Européen.

Le Titulaire fait uniquement appel à des sous-traitants ultérieurs qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Le Titulaire s'engage à vérifier que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données, notamment en termes de connaissances spécialisées, de fiabilité et de ressources pour la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, y compris en matière de sécurité du traitement.

Les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le présent Marché sont imposées à ses sous-traitants par le moyen d'un contrat ou de tout

autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Lorsque ses sous-traitants ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Pouvoir Adjudicateur de l'exécution par son ou ses sous-traitants de ses obligations.

De plus, le Titulaire s'engage à prendre et documenter les moyens de contrôle permettant d'assurer l'effectivité des garanties offertes par lui-même et ses sous-traitants en matière de protection des données. Ces garanties incluent notamment :

- le chiffrement des données selon leur sensibilité ou à défaut l'existence de procédures garantissant un accès restreint et sécurisé aux données qui lui sont confiées ;
- le chiffrement des transmissions de données (ex. connexion de type HTTPS, VPN, etc.) ;
- des garanties en matière de protection du réseau, de traçabilité (journaux, audits), de gestion des habilitations, d'authentification, etc.

Il est en outre rappelé que la réglementation sur la commande publique et notamment le CCAG-FCS imposent la signature d'un contrat de sous-traitance ainsi que sa communication, sur demande, au Pouvoir Adjudicateur. Ce contrat devra contenir, au titre des garanties exigées par le Pouvoir Adjudicateur:

- la confidentialité des données personnelles confiées ;
- des contraintes minimales en matière d'authentification des utilisateurs ;
- les conditions de restitution et/ou de destruction des données en fin du contrat ;
- les règles de gestion et de notification des incidents.

Le Titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité sur les données personnelles qui lui seront transmises ou qu'il récoltera dans le cadre des présentes. Il n'autorisera l'accès à ces données qu'à un nombre limité de personnes qualifiées, sensibilisées et formées à la sécurité des données et ayant besoin des dites données. Il s'engage à faire respecter cette obligation par ses propres salariés ainsi que par ses propres sous-traitants.

Le Titulaire ne sera pas autorisé, pour le besoin des présentes, et notamment pour le stockage, même temporaire, de données, d'utiliser des stockages externes de type « cloud », sans avoir à minima obtenu des garanties corrélées à la localisation géographique effective des données.

Le Titulaire s'engage à faire remonter au Pouvoir Adjudicateur toute découverte de faille de sécurité ou d'incident de sécurité intervenant sur ses systèmes ou dans ceux de ses sous-traitants à qui il imposera la même contrainte et ce, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, lorsqu'il s'agit d'une violation de données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage à accepter la réalisation d'audit sur les méthodes et moyens de sécurité ainsi que sur les moyens de traitement et de stockage des données qui lui sont confiées et imposera cette même acceptation à ses propres sous-traitants.

ARTICLE 20 - RÉSILIATION

20-1 Résiliation de l'accord cadre

L'accord cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG PI. La procédure d'exécution aux frais et risques peut être mise en oeuvre.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, sans mise en demeure aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Outre les cas de résiliation précédents, l'accord cadre peut être résilié du fait de la notification de trois pénalités sur une période de 6 mois à partir de la première pénalité.

A partir de la date de résiliation de l'accord cadre, aucun marché subséquent ne pourra être de nouveau conclu sur la base de cet accord cadre.

20-2 Résiliation des marchés subséquents

Les marchés subséquents peuvent être résiliés dans les mêmes conditions que l'accord cadre (article 20-1 du présent CCP).

La résiliation d'un marché subséquent n'entraîne pas la résiliation de l'accord cadre.

Par ailleurs, la résiliation d'un marché subséquent avec l'un des titulaires du marché n'empêche pas ce dernier d'être de nouveau sollicité lors des futures mises en concurrence lancées sur la base d'un nouveau besoin à condition que la résiliation n'ait pas été prononcée pour faute du titulaire concerné

L'application de trois pénalités consécutives sur un marché subséquent peut entraîner sa résiliation.

ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

L'accord cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, le pouvoir adjudicateur et chaque titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2397-1 à R.2397-4 du code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Marseille.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Marseille est seul compétent.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par les articles D.211-5, D.211-6, D.211-6-1 et R.211-7 du code de l'organisation judiciaire.

B-CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 22 – Types de prestations et livrables

22-1 Prestations et livrables récurrents inscrits au BPU

Les prestations inscrites au BPU sont réparties en trois catégories qui correspondent aux différentes étapes d'une opération :

- conseil stratégique à la préparation d'une opération immobilière (lignes 1 du BPU)
- exécution du marché (lignes 2 du BPU)
- clôture du marché ou d'une phase du marché (lignes 3 du BPU)

Chacune de ces catégories prévoit des types de prestations et livrables associés.

Tous les forfaits comprennent l'assistance téléphonique, le travail en cabinet, les réunions en présentiel ou distanciel ainsi que tous les frais de déplacements et secrétariat.

Si le titulaire n'est pas en capacité de répondre dans les délais fixés ci-après, ce dernier en informe l'acheteur pour obtenir son accord sur un nouveau délai.

22-1-1 Conseil stratégique à la préparation d'une opération immobilière

Cette catégorie correspond à deux prestations qui se définissent comme suit :

22-1-1-1 Aide au processus d'élaboration des projets de l'opération :

Cette aide se définit par l'apport d'arguments en termes de montage, de procédures et de délai pour permettre au SGC13 de présenter un outil d'aide au choix. Le but étant d'assurer la sécurisation juridique des procédures de passation.

Le titulaire doit notamment recenser les enjeux sur la base des données transmises par l'acheteur et les mettre en perspective avec les aspects organisationnels de ce dernier et proposer un montage contractuel, d'acteurs et de passation.

Livrable : Note de détermination de processus permettant d'identifier les avantages et les points de vigilance sur plusieurs dimensions, notamment :

-Type de montages

- Délais d'exécution
- Risques liés aux marchés à passer
- Prise en compte des objectifs de performance

Délai : A compter de la transmission des bases de données par l'acheteur, le titulaire dispose pour transmettre son livrable, d'un délai maximal de :

- pour une opération inférieure à 500 000 € HT, 1 mois
- pour une opération comprise entre 500 001 € HT et 2 000 000 € HT, 2 mois
- pour une opération supérieure à 2 000 000 € HT, 3 mois.

Le titulaire peut proposer des délais moindres dans son cadre de réponse technique.

22-1-1-2 Assistance à la passation des marchés liés à une opération

L'assistance à la passation du marché se traduit par :

- la rédaction d'un CCTP (cahier des clauses techniques particulières) du premier acteur (programmiste ou Maîtrise d'œuvre)
- la relecture du CCTP des autres marchés de travaux
- l'aide à la rédaction des autres pièces administratives de la consultation
- l'accompagnement méthodologique pendant la mise en concurrence
- la relecture des rapports d'analyse des offres
- une aide à la finalisation de la consultation

Livrables :

- CCTP rédigé du premier acteur
- CCTP annoté des marchés de l'opération
- autres pièces administratives annotées
- avis écrit concernant les rapports d'analyse des offres
- rédaction des pièces de mise au point
- aide écrite en cas de recours précontractuels

Délais :

Le titulaire propose pour chaque livrable et par niveau de complexité de marché des délais dans son cadre de réponse technique.

22-1-2 Exécution du marché public

22-1-2-1 Appui juridique au suivi de l'opération de travaux

Cette prestation se traduit par l'accompagnement et l'aide à la sécurisation juridique des procédures, documents et délais concernant l'exécution du marché public.

Exemple de livrables :

- compte-rendu d'analyses
- état d'acompte annoté
- avenant annoté
- mail de réponse à une question posée
- réponse orale lors d'un entretien téléphonique
- compte rendu de réunion du MOA
- avis écrit sur les comptes rendus de réunion de chantier

- la rédaction d'un acte en lien avec l'exécution du marché...

Délais : A compter de la transmission des bases de données par l'acheteur, le titulaire dispose pour transmettre son livrable, d'un délai maximal de :

- pour une opération inférieure à 500 000 € HT, 2 jours
- pour une opération comprise entre 500 001 € HT et 2 000 000 € HT, 3 jours
- pour une opération supérieure à 2 000 000 € HT, 5 jours.

22-1-2-2 Appui au suivi juridique en situation de litige

Cette prestation se traduit par la sécurisation juridique des procédures et délais concernant l'exécution du marché public lorsqu'un contentieux apparaît.

Exemple de livrables associés :

- dossier contentieux annoté
- note d'analyse juridique concernant un conflit contractuel
- avis écrit sur la médiation,...

Délai : A compter de la transmission des bases de données par l'acheteur, le titulaire dispose pour transmettre son livrable, d'un délai maximal de :

- pour une opération inférieure à 500 000 € HT, 2 jours
- pour une opération comprise entre 500 001 € HT et 2 000 000 € HT, 3 jours
- pour une opération supérieure à 2 000 000 € HT, 5 jours.

22-1-3 Clôture du marché ou d'une phase du marché

22-1-3-1 Appui juridique pour la préparation de la clôture

Cette prestation comprend toute assistance à la rédaction du mémoire de clôture d'un marché public de travaux ainsi que le processus de sécurisation juridique des procédures et délais concernant la clôture du marché.

Exemples de livrables associés :

- mémoire de clôture
- avis sur la constitution du DGD
- réponses par mail à des questions juridiques,...

Délai : A compter de la transmission des bases de données par l'acheteur, le titulaire dispose pour transmettre son livrable, d'un délai maximal de :

- pour une opération inférieure à 500 000 € HT, 2 jours
- pour une opération comprise entre 500 001 € HT et 2 000 000 € HT, 3 jours
- pour une opération supérieure à 2 000 000 € HT, 5 jours.

22-1-3-2 Appui juridique en cas de litige / réclamation / phase pré-contentieuse lors de la clôture

Cet appui juridique correspond à une assistance en cas de conflit qui découlerait de la réception des livrables, par exemple suite à des réserves émises ou si un contentieux apparaît lors de la transmission du DGD (décompte général définitif) pour paiement.

Exemples de livrables :

- préparation du mémoire de médiation
- réponses écrites concernant un contentieux,...

Délai : A compter de la transmission des bases de données par l'acheteur, le titulaire dispose pour transmettre son livrable, d'un délai maximal de :

- pour une opération inférieure à 500 000 € HT, 2 semaines
- pour une opération comprise entre 500 001 € HT et 2 000 000 € HT, 3 semaines
- pour une opération supérieure à 2 000 000 € HT, 4 semaines.

Ces prestations forfaitaires sont commandées sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement pendant toute la durée de l'accord cadre.

22-2 Prestations et livrables ponctuels inscrits au BPU

La formation juridique : enseignement sur un thème particulier à la demande de l'acheteur en présentiel ou en distanciel.

La date et la durée de cette formation sont convenues entre le titulaire et l'acheteur.

Le tarif inscrit au BPU dans le cadre de la formation en présentiel comprend tous les frais annexes à la formation (déplacement, hôtel, frais de bouche, temps de préparation de la formation,...).

ARTICLE 23 - DÉROGATION CCAG PI (propriété intellectuelle)

Les dérogations au CCAG PI détaillées dans les articles du présent document sont les suivantes :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG PI auquel il est fait dérogation
Article 8-1	Article 4.1
Article 14	Article 14
Article 20-1	Article 41
Article 20-1	Article 42